

Quel est le problème de la jeunesse ?

1. Un **postulat de départ** : tant que le **problème** (proballein en grec qui signifie « jeter en avant ») **n'est pas clairement identifié, aucun projet** (projectum en latin qui signifie également « jeter en avant ») **ne peut émerger**. Autrement dit porter un projet collectif autour de la question des jeunes adultes, c'est porter le problème des jeunes adultes.

Nous ne voyons pas forcément les jeunes tels qu'ils sont. Nous utilisons un prisme qui s'appelle « lunettes sociales ».

2. Donc il faut **s'accorder sur le problème lui-même**. Dans la sociologie politique de l'action publique, la notion est définie comme le rapport entre des faits existants dans notre société (exemple : les jeunes sont fréquemment au chômage) et des valeurs que la société entend défendre (le travail est une valeur importante dans notre société). Donc si les jeunes sont au chômage, c'est un effectivement problème et même un problème public au sens où il concerne l'ensemble de la société (l'Etat et les collectivités vont dès lors s'attacher à résoudre ce problème).
3. Et ensuite il faut **s'accorder sur les causes du problème**. A qui impute t-on la cause du problème ? Le plus souvent, ce que l'on appelle le référentiel d'action publique (un mot, un concept) va signifier cette imputation. Depuis l'émergence de la dite crise économique, les référentiels qui se sont imposés imputent la cause du problème aux jeunes eux-mêmes et donc la responsabilité. Le référentiel définit au delà et implicitement des normes (ce qu'il faudrait faire pour résoudre le problème et atteindre les valeurs que la société entend défendre) et des modalités d'actions. L'exemple le plus significatif est sans doute le référentiel de l'insertion qui impute la responsabilité du chômage aux jeunes eux-mêmes construisant une imputation causale au départ autour de la notion de handicap, puis d'inadaptation aux réalités du marché du travail. Le marché étant supposé bien fonctionner alors même que l'on est face à un problème structurel et non conjoncturel comme le laisserait penser l'idée de « crise » (cf. schéma synthétique ci-après).

La crise ...

Suite aux chocs pétroliers de 1973 – 1975, deux nouveaux mots émergent dans le dictionnaire permanent de l'action sociale :

- *insertion*
- *exclusion*

En 1972, on commence à parler d'insertion des personnes handicapées. A partir de 1975, on parle d'insertion des jeunes : « 70 000 jeunes au chômage, désignés comme des handicapés sociaux » (mesures Granet et Barre).

En 1978, le FAS (Fonds d'Action Sociale) qui deviendra ensuite le FASILD puis l'ACSE travaille alors sur les « handicaps sociaux et culturels des immigrés » (processus d'assignation, d'essentialisation, de naturalisation).

Avant 1973, les jeunes et les immigrés étaient l'avenir et représentaient des solutions pour la France. Les termes d'insertion et d'exclusion ont changé nos « lunettes sociales » !

En 1981, le terme de l'insertion est posé dans notre société. Le problème des jeunes n'est plus un problème public mais devient un problème des publics.

Le rapport Schwartz (1981) crée les Missions Locales. Celles-ci devaient être temporaires (en 1985, le problème devait résolu !) et concernait alors les 16-18 ans.

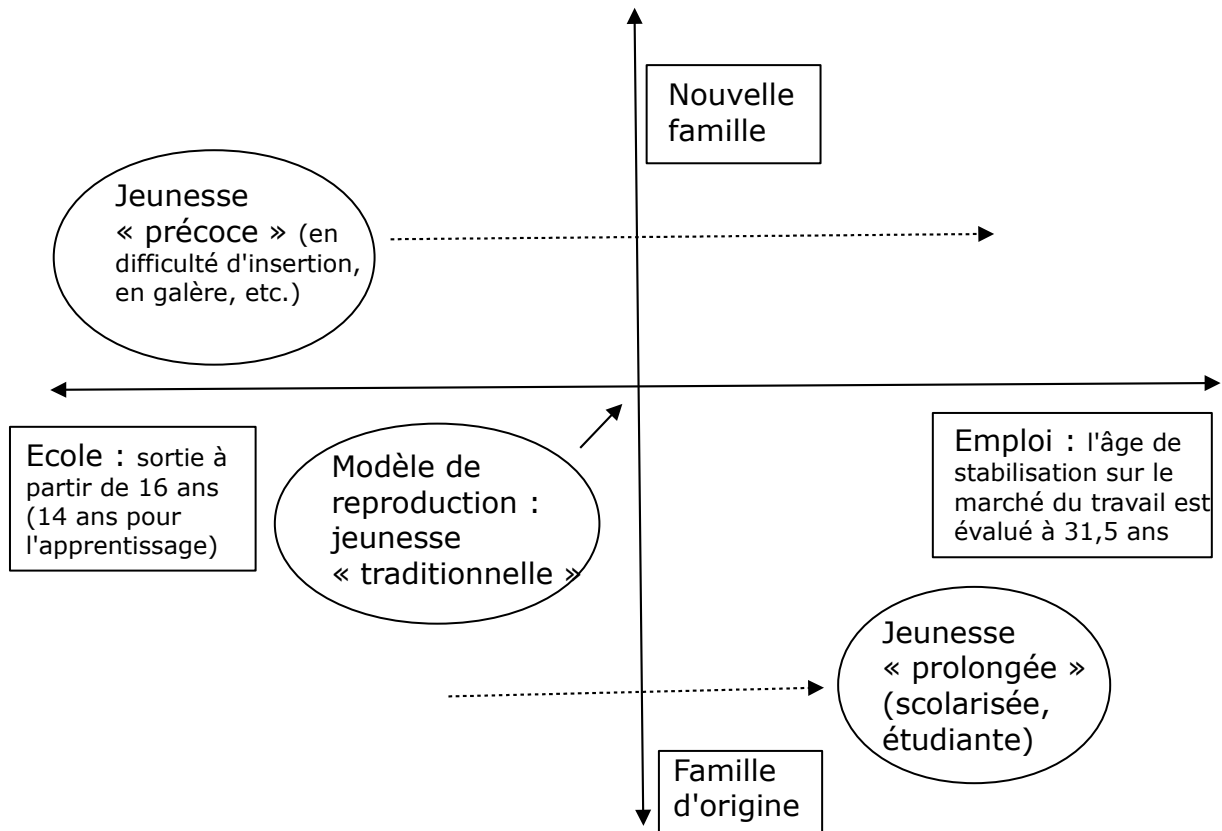
En 1985, le problème de l'insertion des jeunes n'étant pas résolu, on prolonge les missions locales pour 3 ans et on étend la tranche d'âge aux 21 ans. En 1988 encore, la mission est reconduite (B. Hastoy) et on étend encore une fois la tranche d'âge aux 25 ans. En 1995, les missions locales sont institutionnalisées.

L'approche des missions locales se fait uniquement sur les causes individuelles.

En 1977, 70 000 jeunes sont concernés !

En 1987, 1,1 million de jeunes sont concernés ! Ce chiffre est quasiment le même aujourd'hui !

4. Cette manière récurrente de définir les problèmes de la jeunesse (insertion, intégration, sécurité) assignent les jeunes à leurs difficultés exonérant la société de réfléchir à ses propres dysfonctionnements et errements et empêchant par la même toute possibilité d'associer les jeunes à un projet de société dont ils seraient eux-mêmes le problème.
5. Écrire un autre projet de société avec les jeunes implique de sortir de cette logique stigmatisante, disqualifiante et démobilisatrice afin d'écrire une belle histoire émancipatrice (un « storytelling » à visée émancipatrice).



Cette représentation schématique tend à montrer plusieurs choses :

- La première c'est que l'ensemble de la jeunesse est concernée par le processus d'allongement de cet âge de la vie et par ce temps de l'indétermination ;
- La jeunesse « précoce » commence ce processus de transition plus tôt et donc pour une période plus longue dans des dispositifs différents (insertion, précarité) alors que la jeunesse prolongée vit cette situation transitionnelle sur les bancs des universités mais si elle connaît aussi le précarité (petits boulots, etc..). Cette transition est marquée par une logique d'expérimentation ;
- Seule la jeunesse traditionnelle (« noblesse d'Etat » et « artisans et commerçants ») échappe à ce phénomène sociologique ;
- La logique de l'insertion, pensée à court terme et centrée sur les manques des individus, n'a, au regard de cette mutation sociale, aucune prise avec la réalité sociologique ;
- Les « jeunes issus de l'immigration » s'inscrivent dans ce processus transitionnel global. La spécification de leurs supposés problèmes d'intégration est infondée dans la mesure où ils rencontrent les mêmes problèmes que l'ensemble des jeunes (des classes populaires peu formées ou des étudiants disqualifiés sur un marché du travail concurrentiel) à l'exception de ceux qui s'inscrivent dans un modèle de reproduction (exemple des enfants de diplomates, de restaurateurs ou d'informaticiens asiatiques ou de maçons portugais).

En conclusion :

La façon dont les pouvoirs publics pensent la jeunesse est en très grande partie responsable de la situation de la jeunesse (ou des jeunes) aujourd'hui.

L'ensemble des réponses sont construites par le haut. Les jeunes n'ont pas de place dans la construction des réponses qui les concernent !

Alors, comment intéresser les jeunes adultes aux questions des jeunes adultes ?

Si le problème c'est les publics, il est impossible de penser les projets. Si on peut construire avec les jeunes des problèmes publics, on ouvre des perspectives avec ces jeunes. Or aujourd'hui, les politiques sont construites de façon descendantes ; l'enjeu est de pouvoir trouver des chemins pour pouvoir agir ... nous, avec les jeunes, à partir de ce qui est important pour eux. Ce chemin passera certainement par un temps de défiance avant de construire de la confiance : cela fait 40 ans que notre société regarde ses jeunes comme des problèmes !